

# May va présenter un projet d'accord à ses ministres

BREXIT Accord en vue ? L'horizon s'est considérablement éclairci ce mardi à Londres

► Un Conseil des ministres exceptionnel se tiendra ce mercredi après-midi.

► Si le gouvernement britannique approuve le projet, un sommet européen spécial Brexit pourrait se tenir d'ici à la fin du mois.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

C'est la nouvelle que l'on n'attendait presque plus. Mardi, en fin d'après-midi, Downing Street a créé la surprise en annonçant qu'un Conseil des ministres exceptionnel réunissant les principaux membres du gouvernement de Theresa May se tiendrait mercredi à 14 heures pour étudier le projet d'accord négocié avec les représentants de l'Union européenne.

Le matin même, la perspective d'un accord sur le Brexit entre Londres et les Vingt-Sept était incertaine. Pour la énième fois, en Conseil des ministres, Theresa May avait assuré ses troupes que « des progrès significatifs avaient été réalisés » mais qu'« un petit nombre de questions restaient toujours en suspens ».

A un peu plus de quatre mois de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne, la possibilité d'une sortie sans accord de l'UE semblait plus probable que jamais en dépit du « dénouement » promis par Theresa May lundi soir lors d'un discours à la City.

## Nombreuses interrogations

Mardi soir, à Londres, l'horizon s'est soudain considérablement éclairci. La décision de Theresa May de soumettre le projet d'accord à ses ministres marque le franchissement d'une nouvelle étape dans le long et fastidieux processus enclenché par la cheffe du gouvernement le 29 mars 2017. La Première ministre estime désormais avoir abouti à un accord qu'elle juge suffisamment satisfaisant pour convaincre ses ministres les plus pro-Brexit d'accepter un compromis avec l'UE plutôt que de risquer de provoquer le chaos en optant pour un Brexit sans accord.

De nouvelles démissions au sein du gouvernement au cours des prochains

jours ne peuvent pas être complètement exclues. Le départ de Jo Johnson, le secrétaire d'Etat pro-européen aux Transports et petit frère de Boris Johnson, a pris Westminster de court vendredi dernier. Mais Downing Street a veillé à préparer le terrain en organi-

sant mardi soir des rencontres en tête-à-tête entre Theresa May et les ministres dont l'appui est considéré comme indispensable à la suite du processus.

Mardi soir, de nombreuses interrogations agitaient Westminster quant à

la solution trouvée par les négociateurs pour éviter le rétablissement d'une frontière en dur entre l'Irlande du Nord et la République irlandaise jusqu'à ce qu'un nouveau traité commercial soit conclu entre les deux partenaires. Ce principe était déjà acquis

mais restaient encore spécifier les conditions pratiques de ce maintien dans différents secteurs clés, de manière à ce que les entreprises britanniques ne disposent pas d'un avantage compétitif sur les entreprises européennes qui sont, elles, tenues par les règles d'un marché unique dont le Royaume-Uni ne sera plus membre.

D'après les informations qui avaient filtré mardi soir au sujet de cette fameuse « assurance irlandaise », appelée « backstop » par les négociateurs, le Royaume-Uni dans son ensemble resterait membre de l'union douanière européenne jusqu'à ce qu'une commission bipartite en décide autrement.

## « Etat vassal »

Avant même d'avoir pris connaissance du projet d'accord, les Brexiters les plus fanatiques du parti conservateur ont fait connaître leur profond mécontentement. « J'espère que le gouvernement va bloquer (l'accord), autrement le Parlement le bloquera », a promis Jacob Rees-Mogg, le président du European Research Group. Boris Johnson, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Theresa May, s'est lui empressé d'exprimer son désaccord total avec le projet qui ferait selon lui du Royaume-Uni un « Etat vassal ».

Mardi soir, la Commission européenne se refusait de son côté à de quelconques commentaires sur l'accord technique trouvé entre les négoc-

iateurs britanniques et européens. L'accord entre Londres et Bruxelles n'est pas finalisé, a insisté mardi Frans Timmermans, le vice-président de la Commission européenne réunie le jour même à Strasbourg. Mais, d'après les informations du *Soir*, la grande prudence affichée par la Commission semblait surtout destinée à éviter de crispier la classe politique et la presse britanniques tant que le gouvernement de Theresa May n'a pas donné son assentiment au projet d'accord.

Si la leader de l'exécutif arrive à emporter l'adhésion de son gouvernement, un sommet européen spécial Brexit pourrait se tenir fin novembre pour entériner cet accord. L'objectif de Theresa May sera ensuite d'obtenir l'accord du Parlement de Westminster au cours d'un vote à l'issue très incertaine organisé juste avant Noël. ■

AMANDINE ALEXANDRE

(avec JUREK KUCZKIEWICZ)

## MESURES D'URGENCE

### L'UE prépare l'absence d'accord

La Commission européenne a rendu publique mardi une liste de mesures à prendre d'urgence si le scénario d'une absence d'accord sur un départ du Royaume-Uni de l'Union européenne devenait « probable ».

Le texte « expose un nombre limité d'actions d'urgence à mettre en œuvre s'il devenait probable que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans un accord », a expliqué le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans au cours d'un point presse à Strasbourg. D'une manière générale, la Commission a identifié six domaines dans lesquels des mesures d'urgence seraient nécessaires en l'absence d'accord pour éviter l'arrêt soudain des échanges entre le continent et le Royaume-Uni : la résidence et les visas pour les citoyens, les services financiers, le transport aérien, les douanes et les règles sanitaires et phytosani-

nitaires, le transfert de données personnelles, et la politique climatique. (afp)

*diagonale* **Trop peu d'avenir dans l'Europe, selon Angela Merkel**

**J**e ne sais pas si la chancelière serait venue, si elle avait su en fixant la date de sa venue au Parlement européen que deux semaines plus tôt, elle allait annoncer son retrait de la direction de son parti politique », s'interrogeait comme tout le monde Gabi Zimmer, la patronne du groupe de la Gauche unie européenne.

Dire que l'attente et les espoirs étaient grands au Parlement européen, où onze chefs d'Etat ou de gouvernement ont précédé Angela Merkel pour présenter leur vision de l'avenir de l'Europe, serait exagéré. Mais les chefs des groupes politiques s'étaient malgré tout permis d'oser espérer une étincelle, une lueur d'ambition.

Philippe Lamberts, coprésident des Verts, rêvait, juste avant le discours, « d'une chancelière qui, libérée de toute perspective électorale, s'adresse aux Allemands pour leur dire que l'Allemagne a le plus profité de l'intégration européenne, qu'il est normal que les Allemands y contribuent beaucoup car c'est le pays le plus grand... »

Udo Bullman, patron des eurodéputés sociaux-démocrates : « Pour nous, la question est : quel type de leadership elle veut investir dans la politique allemande et dans le PPE (droite modérée, la famille politique de la chancelière). Car la plupart des problèmes viennent du manque de leadership au sein du PPE : on ne peut être à la fois du côté de Juncker (qui dénonce la dérive antidémocratique menée par Orban en Hongrie, NDLR) et du côté d'Orban. »

Manfred Weber, compatriote de Merkel, patron des eurodéputés PPE et désormais candidat de sa famille politique à la présidence de la

prochaine Commission européenne : « J'attends qu'elle dise quelle sera la contribution allemande à l'avenir de l'Europe. »

Enfin Guy Verhofstadt, président du groupe ALDE (libéraux), a adressé sa supplique directement à Angela Merkel, le ton empreint d'un calme et d'une déférence devenus rares chez lui : « Vous avez annoncé que vous quitterez la politique à la fin de ce mandat. Laissez-moi vous encourager à utiliser les mois et les années à venir pour remettre l'Allemagne sur les rails d'une Union toujours plus étroite. Nous avons besoin d'un grand bond en avant pour l'Europe. (...) Vous pouvez faire cela. Je connais votre force, on a vu votre courage, et vous avez une chance unique d'accomplir cela. »

Résultat des courses à l'arrivée ? Strictement rien de tout ce qui précède... Et surtout : pas l'ombre du début d'une ambition nouvelle, et encore moins de propositions concrètes. Sur le sujet où l'Allemagne est la plus attendue - la réforme de la zone euro poussée par Emmanuel Macron, et pourtant acceptée pour un avenir lointain par la chancelière -, Angela Merkel s'est bornée à annoncer « des propositions franco-allemandes » concrètes pour la fin de cette année...

La chancelière allemande a bien été ovationnée à quelques reprises par une majorité de l'hémicycle, tandis que quelques populistes la huaient systématiquement. Mais c'était clairement plus en hommage à son passé qu'à ce qui était le sujet de son discours mais en avait été largement absent : l'avenir de l'Europe. ■

JUREK KUCZKIEWICZ